

LES PRODUCTEURS A L'UNIVERSITE PAYSANNE A THIES

«On ne peut pas continuer à produire que des matières brutes pour les autres»

Les Organisations paysannes africaines, membres du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) sont en conclave à Thiès, dans le cadre d'une université paysanne. Une occasion pour elles de réclamer la promotion de la chaîne des valeurs. «On ne peut pas continuer à produire que des matières brutes pour les autres», c'est le cri de cœur lancé par Djibo Bagna producteur agricole au Niger et par ailleurs président du Conseil d'administration du Roppa.

L'avenir du système de production agricole et de la commercialisation des produits est au cœur des discussions à Thiès où les organisations paysannes africaines, membres du Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest (Roppa) sont en conclave à Thiès, dans le cadre d'une université paysanne. A cette occasion, les questions de la transformation, de la chaîne des valeurs sont passées au peigne fin. Selon Djibo Bagna producteur agricole au Niger et par ailleurs président du Conseil d'administration du Roppa, « on ne peut continuer à produire que des matières brutes pour les

autres». A l'en croire, les organisations de production ont beaucoup de défis à relever et qui ne peuvent l'être sans une capacité, non seulement de propositions, mais aussi de dialogue avec les autres acteurs. «Le développement rural implique beaucoup d'acteurs qui, malheureusement, ont beaucoup plus de niveau que les producteurs eux-mêmes. Nous avons affaire à des décideurs politiques, à des partenaires au développement, à des experts, ce qui nécessite un certain niveau de compréhension, pour que les paysans puissent cerner toutes ces questions, parce qu'il s'agit de leur avenir». C'est pour cette

raison dit-il, que la décision a été prise de créer au sein du mouvement paysan de l'Afrique de l'Ouest une université paysanne. Il s'agit d'un lieu de renforcement des capacités sur les besoins des paysans, pour conduire leurs activités de façon efficiente et pérenne. Et pour y parvenir, le Pca du Roppa pense qu'il faut nécessairement aller vers un statut du paysan. Il ajoute que l'université se penche sur toutes ces questions pour déclinier les voies et moyens de porter cette revendication au niveau des autorités compétentes. Le Pca du Roppa affirme ensuite « il nous faut avoir des leaders capables de défendre le type d'agriculture dont nous avons besoin dans les politiques agricoles mises en œuvre dans les différents pays. Nous avons besoin que les producteurs prennent conscience de tous les enjeux liés par exemple à l'exploitation familiale, qui est la voie royale pour atteindre la sécurité alimentaire. L'accès

aux marchés, la transformation, la chaîne des valeurs, les changements climatiques sont aussi autant de notions que les paysans doivent comprendre et maîtriser, pour qu'ils soient en mesure d'en discuter avec n'importe quel acteur». Selon lui, la question du marché est aussi centrale dans le processus car c'est utopique de vouloir développer le secteur agricole, si le marché ne tire pas toute la production.

«NOUS NOUS FELICITONS DES CRISES DE 2005, 2008 ET 2010»

En ce qui concerne la transformation, dit-il, il urge que les producteurs puissent comprendre les contours de la signature de contrats avec les privés et il est aussi important d'imaginer des mécanismes qui puissent par exemple pousser l'Etat à acheter la production locale pour servir les hôpitaux, les prisons, les camps militaires, etc. Et pour atteindre cet objectif, il indique qu'il faut

penser les producteurs de petites industries de transformation pour sécuriser les productions abondantes, comme le lait au Sénégal pendant l'hivernage. Selon Djibo Bagna Pca du Roppa, grâce aux crises de 2005, 2008 et 2010, les décideurs politiques commencent à avoir une autre vision du secteur agricole. Il ajoute « ils avaient cru qu'il était possible de nourrir les populations en se passant de la production nationale. Ces crises ont démontré que si des investissements massifs ne sont pas faits dans le secteur, si la préoccupation ne porte pas aussi sur le type d'agriculture et de leurs financements, il est clair que nous ne pourrons jamais nous développer. Donc, nous nous félicitons de ces crises, qui ont permis à nos autorités de prendre conscience qu'on est tenu de développer de bonnes politiques agricoles adaptées, en impliquant l'ensemble des acteurs».

Mbaye SAMB